

modération. » Ajoutant d'un air entendu : « Vous êtes tous de gauche. » Le socialiste Guglielmi et le chevènementiste Kessel, ainsi que Lafouge, s'inquiètent d'une remise en question de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat, donc d'une menace sur la paix civile. Le président se veut rassurant, précisant tout de même qu'il y aura quelques aménagements, notamment concernant le statut des pasteurs.

Cette rencontre a-t-elle modifié les positions des uns et des autres ? Non. Alain Bauer juge toujours Sarkozy « excellent ». « Il s'est moqué de nous, nous a roulés dans la farine », assène en revanche Jacques Lafouge, le plus pessimiste, ou le moins langue de bois, des visiteurs du 8 janvier. « Il nous a brossés dans le sens du poil, regrette Jean-Michel Quillardet. Notre influence n'est pas encore déterminante. » Confirmation le 13 février, lors du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France, où Sarkozy déclare : « Je persiste et j'ai le plaisir de signer. » Seule petite satisfaction de Quillardet : « A Riyad, après avoir cité les juifs, les catholiques et les protestants, il a ajouté les athées, les francs-maçons et les rationalistes, et j'ai l'immodestie de penser que je n'y suis pas pour rien. » Bauer, qui le connaît bien, sait que Sarkozy ne s'excuse jamais : « Il commence par réagir violemment aux critiques, puis il tente de convaincre, et c'est seulement dans une troisième phase qu'il recherche le compromis. » Pour l'heure, aucune négociation. Mais chaque camp se présente comme gagnant.

Le président a accepté de venir débattre au siège du GO

En dialoguant avec le Grand Orient, qui l'éreinte publiquement, Nicolas Sarkozy se montre ouvert d'esprit, même s'il maintient ses positions. Quant à Jean-Michel Quillardet, sa conversation directe avec le président de la République lui a donné une existence, une popularité de champion du combat pour la laïcité qu'il n'avait guère connue depuis son élection, le 2 septembre 2005. Même si la ficelle semble grosse, Sarkozy y a accro-

●●●
Suite page 42



Xavier Bertrand :
« Rien n'interdit
de parler.
Un ministre
ne doit pas mentir.
Sinon, son action
publique perd
toute crédibilité. »

F. DURAND/SHIP

Oui, je suis franc-maçon

Sollicité par L'Express, Xavier Bertrand a accepté de jouer la transparence et d'expliquer les raisons de son engagement.

Pourquoi avez-vous intégré la franc-maçonnerie ?

Je vous réponds parce que vous me posez la question et que je n'ai pas l'intention de me dérober. On ne peut mentir quand on est un responsable politique et qu'on représente les Français. De moi-même, je n'aurais pas pris l'initiative de parler, mais certains l'ont fait pour moi. J'ai effectivement adhéré, en 1995, attiré par le travail sur soi et sur les idées des autres que permet la franc-maçonnerie. Cela a développé en moi le sens de l'écoute, j'en avais bien besoin, et on en a toujours besoin ! Dès 2004, lors de mon entrée au gouvernement, j'ai souhaité me mettre en retrait. Depuis, je n'ai plus participé à aucune réunion, n'intervenant que deux fois cette année-là comme conférencier. Etre ministre prime tout autre engagement, ce

n'est pas qu'un problème de manque de temps.

Vous allez plancher, le 9 avril, devant la loge Intersection : de quoi parlerez-vous ?

Comme de nombreux acteurs politiques et sociaux, je suis invité à prendre la parole ès qualités. Le thème n'a pas encore été définitivement arrêté.

En 1995, pourquoi avoir choisi le Grand Orient, plutôt classé à gauche ?

Ce n'est pas un choix par hasard. Je viens de la droite et ma logique d'ouverture aux autres et à leurs idées m'a porté vers le Grand Orient. J'étais alors au RPR, on ne pourra pas dire que j'ai fait ce choix pour faciliter mon ascension politique, ou alors il aurait fallu que je devienne député socialiste...

Que vous a apporté la franc-maçonnerie ?

Un espace de grande liberté de parole, de plus grand respect, où l'on donne davantage de sens aux choses. Cette tolé-

rance m'a d'ailleurs permis de concilier mon appartenance avec mes convictions religieuses.

La franc-maçonnerie, c'est aussi ce qu'on y apporte.

Avez-vous confié votre engagement à Nicolas Sarkozy ?

Non.

Que pensez-vous de ses positions sur la laïcité ?

Je ne souhaite pas vous dire plus que les raisons de mon engagement franc-maçon.

Pourquoi ne pas nier votre appartenance, comme vous le permet la tradition du secret ?

Rien n'interdit de parler. En tout cas, cela ne m'a pas effleuré un instant l'esprit. Un ministre ne doit pas mentir. Sinon, son action publique perd toute crédibilité. D'autres ministres du gouvernement Fillon sont-ils francs-maçons ? Je n'en sais rien et ne veux pas le savoir. ☼

Propos recueillis
par Christophe Barbier